

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 4

Artikel: Les faiblesses de la puissance militaire de l'Union soviétique
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344375>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les faiblesses de la puissance militaire de l'Union soviétique

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Dans l'étude précédente*, nous avons décrit la force politique et militaire de l'URSS, à laquelle ses armées confèrent sa puissance mondiale. Néanmoins, le régime soviétique comporte bien des faiblesses. Et d'abord, une exceptionnelle opposition intérieure qui, tout compte fait, pourrait inciter à la révolte bien plus de la moitié de la population. Il est donc indiqué de considérer successivement toutes ces catégories d'hommes qui, en URSS, combattent, sous des formes diverses, le régime de Moscou. Nous évoquerons donc les non-Russes, les intellectuels opposants et ces ouvriers qui, enfin, commencent à s'organiser pour affronter un pouvoir qui n'a pas su leur accorder un niveau de vie acceptable.

L'opposition des non-Russes

Il était normal de voir la majorité des allogènes soviétiques, 130 des 260 millions de citoyens de l'URSS, pratiquer une constante opposition au régime qui les asservit. D'autant plus que ces minorités rassemblent, en bien des régions, des groupes nationaux assez importants pour pouvoir constituer éventuellement des nations. Par exemple: 12 800 000 au Kazakhstan, 12 000 000 en Ouzbékistan, 2 500 000 en Arménie, 47 100 000 en Ukraine, 9 000 000 en Biélorussie, 1 200 000 en Moldavie et environ 7 000 000 dans les pays baltes, lesquels, avant la dernière guerre mondiale, formaient des Etats indépendants. En fait, ces chiffres ne traduisent pas toute la réalité. Car, entre certaines de ces populations existent des liens profonds les incitant à un rattachement au monde extérieur. Tel est le cas des 58 millions de musulmans qui, dans l'Est asiatique de l'URSS, ne peuvent rester indifférents à tous les courants d'un Islam en plein essor chez leurs frères de race voisins des confins extérieurs de l'URSS.

Ce fait a joué lors de l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques. En effet, il a fallu faire relever bientôt les divisions

* RMS N° 2/81.

envoyées des provinces de l'Est asiatique de l'URSS. Ces hommes — des musulmans nullement assimilés par la Russie — avaient tendance à désertre, pour rejoindre les « rebelles » afghans, leurs frères de race et de religion...

Il est à remarquer que de nombreux prisonniers de la Deuxième Guerre mondiale, détenus en Allemagne fédérale et libérés par les Alliés, ont été rendus à l'URSS contre leur volonté. Certains d'entre eux se sont suicidés au cours de leur rapatriement. Parmi eux, les non-Russes étaient multitude.

De même, cette catégorie d'hommes avait fourni la plupart des 900 000 volontaires qui avaient rejoint les Allemands sous la direction du général Vlassov. Et ce nombre eût été plus élevé encore sans le comportement des armées hitlériennes qui, accueillies parfois avec enthousiasme par les populations non russes de l'URSS, avaient, par la suite, traité ces contestataires en « sous-hommes », conformément à l'idéologie du Troisième Reich. Si bien que, parmi ceux qui avaient initialement considéré les Allemands comme leurs libérateurs du joug soviétique, certains allaient finalement rejoindre les rangs de la résistance à l'envahisseur.

Si les non-Russes forment la moitié d'une population en principe opposée à l'autorité des maîtres du Kremlin, d'autres « dissidents » agissent dans l'URSS actuelle, notamment parmi les intellectuels.

La révolte des clercs

Les intellectuels dissidents appartiennent à trois grands groupes. D'abord, les *antisoviétiques*, profondément opposés au régime; ensuite, les « *communistes humains* », qui reprochent aux maîtres actuels de leur pays de trahir la pensée marxiste; enfin, les *croyants*, attachés à une foi condamnée par l'idéologie officielle.

Sakharov, le « communiste humain » est en fait le plus connu des contestataires soviétiques. Il avait attiré *dès 1968* l'attention de l'univers sur le problème des « deux mondes » dans son « Manifeste ». Dans ce document, il estimait, lui, le père de la bombe atomique soviétique, que la société internationale allait à sa perte, que l'Est comme l'Ouest devaient se réformer. Il préconisait une évolution vers un « monde meilleur » au sein duquel l'homme parviendrait à l'épanouissement de

son sens intellectuel et artistique, voire à une haute spiritualité. Il voulait un communisme humain, libéré de la dictature du Parti, et il admettait, par contre, dans les pays capitalistes, un certain progrès dans le sens de l'humain...

Ces thèses firent alors révoquer Sakharov de ses fonctions officielles à l'Académie des Sciences. Cette sanction ne l'empêcha toutefois nullement de publier, en 1971, en collaboration avec le physicien *Tourtchine* et l'historien *Medvedev*, le « Manifeste des trois savants », adressé directement au Comité central et à MM. Brejnev, Kossyguine et Podgorny.

Ce document prônait une *démocratisation de l'Union soviétique*, à réaliser par le Parti, avec l'assentiment de la nation tout entière.

Il soulignait les points faibles de l'URSS :

- 1° *une stagnation économique*, avec une diminution, en quantité et en qualité, de la production,
- 2° *un enseignement retardé dans son développement*, nettement inférieur à celui des Etats-Unis, avec des investissements trois fois moindres,
- 3° *une perte de l'avance scientifique antérieurement acquise*.

Pour remédier à ces maux, les trois auteurs estimaient nécessaire l'établissement de bonnes relations entre la direction soviétique et les milieux compétents du pays. Et, afin de susciter un courant favorable entre la population et l'Etat, ils réclamaient une extension et une démocratisation de l'information, l'arrêt du brouillage d'émissions extérieures. D'autres revendications portaient sur une amnistie des condamnés politiques, l'indépendance de la magistrature, la liberté de presse et des élections...

Sur le plan économique, ils demandaient la création d'unités de production jouissant d'une certaine autonomie, l'application de la doctrine de Liberman, c'est-à-dire la revalorisation du marché libre et du profit.

Enfin, ils attiraient l'attention sur le scandale des condamnations infligées à *Boukovsky*, au général *Grigorenko* et à d'autres, ainsi que sur le sort des Tatars de Crimée, non autorisés à revenir sur leur territoire ancestral.

Sakharov, en raison de sa notoriété, ne fut pas condamné pour cet écrit. Par contre, certains de ses collaborateurs furent interrogés. Leur

activité ne s'en poursuivait pas moins. Elle rapprocha même des personnalités aux opinions parfois différentes, au contact de qui Sakharov semble s'être éloigné quelque peu de l'orthodoxie communiste russe officielle.

Il a même fondé le *Comité soviétique des droits de l'homme* avec deux physiciens, *A.N. Tverdokhlebov* et *V.N. Tchaldzé*. Ce mouvement a d'ailleurs été condamné comme illégal. La thèse des trois savants, tout au contraire, était fondée sur le fait que les droits de l'homme n'ont jamais bénéficié, en URSS, d'une publicité officielle. Or, les idées ainsi répandues par Sakharov et ses amis ont trouvé une large diffusion dans l'opinion soviétique. Ainsi, cinquante intellectuels ont adressé, en 1972, au Soviet suprême un appel pour une amnistie en faveur des prisonniers politiques.

Ces démarches n'ont pas abouti et la famille de Sakharov a été l'objet de brimades. Par exemple, sa fille Tanya a été éliminée de l'université pour un motif dérisoire. Il a été interrogé lui-même et s'est vu reprocher ses interventions en faveur de Soljénitsyne, de Daniel, de Guinzbourg et d'autres détenus. Des académiciens — sans doute sous la pression d'ordres supérieurs — l'ont accusé de «solidarité avec des milieux réactionnaires occidentaux».

Sakharov ne se laissa pas rebuter, malgré la coupure de son téléphone. De son côté, le KGB prenait à partie la famille du savant. Ainsi M^{me} Sakharov a été accusée d'avoir fait passer à l'étranger un journal de *Kouznetsov*, écrivain qui, avec d'autres, avait tenté de s'emparer d'un avion pour gagner l'étranger, faute d'une autorisation régulière. Quant à la romancière *Lidia Tchoukovskaïa*, coupable d'avoir pris la défense de Sakharov, elle a été exclue de l'Union des écrivains soviétiques.

Le savant a lui-même soutenu *Soljénitsyne*, alors que l'orientation politique des deux personnalités est très différente. Il a d'ailleurs écrit que «tout en considérant Soljénitsyne comme un géant de la lutte pour la dignité humaine», il ne partageait nullement «le nationalisme, l'isolationnisme et le romantisme patriarcal et religieux» de cet auteur.

Mais Sakharov est aussi le champion du désarmement volontaire et, dans l'un de ses écrits, il préconise de «ramener au même point la puissance atomique totale de l'URSS, d'une part, celle des Etats-Unis, de l'autre...» De même, il recommande un égal nombre de chars et de

divisions à l'Est et à l'Ouest, ainsi que la parité entre URSS et Chine sur leur frontière commune.

En outre, il prône un «monde ouvert», la libre circulation des hommes et des idées, notamment par les mass media. Par contre, il s'oppose aux fournitures d'armes à des pays sous-développés, pour lesquels il envisage «un développement économique dans la paix et à l'abri de toute militarisation...». En bref, l'inventeur de la bombe atomique soviétique est devenu un apôtre de la paix. Il a donc bien mérité son Prix Nobel en 1975. Le Comité Nobel de la Paix l'a félicité à l'époque d'avoir attiré l'attention du monde sur les dangers d'une fausse détente, d'avoir prôné «la démocratisation et la démilitarisation de la société dans tous les pays... d'avoir suscité une prise de conscience du sens de l'humain...».

Les autorités soviétiques avaient tout tenté pour empêcher la remise de cette distinction. Malgré des démarches des milieux officiels occidentaux, et celles émanant de personnalités scientifiques, l'autorisation de recevoir lui-même en Suède cette récompense lui fut refusée, sous prétexte que, du fait de ses fonctions antérieures, il était tenu au secret d'Etat. Ainsi, sa femme dut aller recueillir ce prix... A Copenhague s'était réuni le Tribunal Sakharov qui, en octobre 1975, rassemblait des protestataires — intellectuels, croyants, artistes, «communistes humains», séparatistes nationaux — réclamant la libre circulation de «L'Archipel du Goulag», une information contre le KGB, la cessation des persécutions dont Soljénitsyne était l'objet, étant condamné à l'exil. Cette réunion se termina par une motion demandant aux responsables soviétiques une amnistie générale pour tous les condamnés politiques...

Quant à Sakharov, s'associant à la demande du tribunal portant son nom, il réclamait en outre le droit à l'autodétermination pour les républiques de l'URSS. Appelant de ses vœux un front commun de l'Occident, sous la direction des Etats-Unis, il invitait ceux-ci à imposer à l'URSS la libre circulation des hommes et des idées. Elle reste l'une de ses préoccupations essentielles.

A l'extérieur, le Tribunal Sakharov siège régulièrement pour confirmer que l'Union soviétique viole toujours les droits des citoyens. En octobre 1979, Sakharov signalait encore sa crainte d'une nouvelle vague de répression. Des perquisitions opérées chez ses amis avaient

abouti à la saisie de 600 roubles du fonds d'entraide aux détenus constitué par son équipe.

En novembre 1979, il lançait un appel aux hommes politiques et religieux du monde entier en faveur de M^{me} *Tatiana Velikanova*, du prêtre *Gleb Yakounine* et de l'historien *Terlekas*. Le député socialiste français Pierret, en mission à Moscou, le trouva alors vieilli, privé de téléphone, mais décidé à combattre encore pour ses amis dissidents...

Finalement, il a été arrêté et exilé à Gorki, où il vit très étroitement surveillé. Il a pourtant réussi à faire parvenir des messages au «New York Times», dont la traduction a été publiée dans «Le Figaro» des 16, 17, 18 et 19 juin 1980.

A l'étranger, son ami Soljénitsyne poursuit le même combat. Mais il n'appartient pas au monde socialiste.

Soljénitsyne, le «croyant», est un chrétien toujours attaché à la Russie éternelle. Né en 1918, servant, après des études de sciences à l'Université de Rostov-sur-le-Don, comme capitaine aux armées, il fut condamné à huit ans de réclusion pour avoir critiqué Staline. C'est pendant cette réclusion qu'il contracta son cancer.

Libéré, en 1956, à l'occasion du XX^e Congrès du PCUS, il fut réhabilité en 1957. Après avoir lu «Une journée d'Ivan Denissovitch» devant la Cour suprême, il fut autorisé à publier cet ouvrage dans «Novy Mir».

En 1964, il fut proposé pour le Prix Lénine. Mais, accusé par un conservateur du Parti d'avoir été détenu pour crime de droit commun, il fut rayé de la liste des candidats.

En 1967, il se vit refuser l'autorisation de publier «Le pavillon des cancéreux».

En 1969, il fut exclu de l'Union des écrivains soviétiques, des personnalités qui lui étaient favorables ayant subi certaines pressions.

En 1970, il obtint le Prix Nobel de Littérature mais, en 1974, il fut contraint à l'exil et il vit désormais en Amérique. Son œuvre c'est essentiellement l'évocation de ses compagnons de malheur des camps, notamment dans «Une journée d'Ivan Denissovitch», «Le pavillon des cancéreux», «Le premier cercle» et «Août Quatorze». «L'archipel du Goulag» a fait connaître au monde entier le sort des détenus dans la grande organisation soviétique de répression.

Lors de sa condamnation à l'exil, il était déjà connu universelle-

ment dans son pays, loué par les uns, sévèrement condamné par les autres. Ses écrits circulaient clandestinement, alors qu'à l'étranger ses droits d'auteur s'accumulaient dans les banques occidentales, ne pouvant lui être transmis en URSS. Ainsi, sa situation matérielle était devenue difficile, le mettant, par exemple, dans l'obligation de vendre sa voiture pour assurer sa subsistance. Mais, polycopiés et repolycopiés, ses manuscrits circulaient clandestinement de main en main. Toutefois, grâce à la notoriété acquise, il avait bénéficié longtemps d'une assez grande immunité, qui se serait prolongée si le Prix Nobel lui avait été décerné plus tôt...

Finalement expulsé, il poursuit son œuvre, sans ménager ses avertissements aux Occidentaux, auxquels il dit: «Vous êtes en train de vendre aux Soviétiques les pelles avec lesquelles il vous enterreront vivants...»

Il envisage néanmoins un possible effondrement de la Russie dans les années 80. Car, dit-il, «l'opposition est plus forte que le régime du moment».

Son «Archipel du Goulag» a ouvert les yeux de bien des Occidentaux, car il découle d'une exceptionnelle expérience personnelle et aboutit à une véritable philosophie du système démentiel vécu par l'auteur. Ainsi, cet ouvrage apporte au lecteur une note humaine qu'il ne trouverait pas chez les historiens qui ont observé les faits décrits seulement «du dehors».

Soljénitsyne dépeint le genre de capitalisme d'Etat qu'est le régime soviétique, qui ne peut apporter aux Soviétiques qu'un processus barbare de production. L'auteur a pu dire qu'il avait accumulé, dans son «Goulag», un «matériau qui permettra d'instruire le procès du siècle».

Certes, il est parfois présenté comme un «isolé» en URSS et sans doute est-il différent, lui, le chrétien, des marxistes Sakharov et Medvedev qui conseillent un «retour aux sources» — socialistes orthodoxes — puisque, selon eux, le message de Marx a été déformé par les hommes du régime.

L'auteur du «Goulag» a justifié sa position devant ses auditeurs de la Télévision française en déclarant: «J'ai vécu sept ans de camp de concentration. Avant, je n'étais rien. Ces sept années m'ont transformé, en déposant en moi, jour après jour, un trésor de foi, de

patience et de courage. Je sais maintenant ce qu'est un homme, où est le bien et le mal, quelles sont les vraies valeurs de la civilisation.»

Et cet homme, grandi par l'épreuve, reproche aux Occidentaux de «voir les choses de l'extérieur». Reçu à l'Ouest par de nombreuses personnalités dès son arrivée, il a suscité immédiatement un vaste mouvement de sympathie. Son expulsion a été condamnée par le Vatican comme une «bruyante violation des droits de l'homme». Aux Etats-Unis, M. Kissinger lui a offert l'hospitalité américaine, le Gouvernement belge a protesté contre son bannissement et le Parti travailliste britannique, quant à lui, a adressé un télégramme de protestation à l'ambassade soviétique. L'opinion publique occidentale, française et américaine surtout, lui a réservé un accueil enthousiaste...

Panine, le «converti», ancien compagnon de Soljénitsyne, a bénéficié, lui aussi, de la liberté, après seize ans de détention. Ancien professeur à l'Université de Moscou, il a pu quitter son pays dès 1972. Dès son arrivée à l'Ouest, il a tenu à informer, par des publications dans la presse, le monde libre de l'univers soviétique avec ses camps et ses asiles psychiatriques, alors inconnus en dehors de l'Est.

Il n'a jamais été communiste. Pour lui, comme pour Soljénitsyne, le régime des goulags remonte à Lénine. Il a raconté de manière émouvante sa rencontre avec l'auteur du «Goulag», leur vie commune dans le camp, ainsi que la grande et attendrissante insurrection des détenus, vécue par lui, lorsque de pauvres bagnards, après l'exécution de l'un d'eux, refusèrent le travail et suscitèrent, chez leurs gardiens — incapables d'honorer, de ce fait, leurs normes de production — une grande terreur.

Depuis, Panine, qui vit en France, a publié «Le monde oscillatoire» (Regain, 1974) et «Les mémoires de Sologdine» (Flammarion, 1975). Ces écrits racontent son émouvante conversion: «J'ai promis à Dieu, si je guérissais, de donner toutes mes forces, tout mon travail, pour faire quelque chose afin que Sa volonté s'accomplisse sur terre. Et je priais, je méditais... Le quarantième jour, j'étais guéri...» Il se convertit alors au catholicisme, car normalement sa maladie aurait dû se terminer par la mort...

Préconisant un monde meilleur, un Occident amélioré par l'établissement d'un équilibre entre les pays industrialisés et le Tiers Monde dépourvu, il fait appel aux «hommes de bonne volonté» pour sauver le

monde. Tels sont les enseignements que tire de ses années d'épreuves dans les camps soviétiques Panine, ingénieur, économiste et philosophe, acquis à la foi chrétienne adoptée pendant son exil.

Boukovsky, autre dissident, vit, lui aussi, en Occident. Il déclarait, en 1972 devant le tribunal qui le condamnait : « Notre société est encore malade de la peur qui nous est venue du stalinisme, mais elle commence à ouvrir les yeux et l'on ne pourra plus arrêter le processus. » Ses juges rendirent un jugement sévère. Toutefois, sur les protestations formulées à l'étranger, alertée par lui et par ses amis, une commission médicale dut reconnaître comme non valable une première expertise, qui avait conclu à une déficience mentale de ce scientifique.

Or, Boukovsky avait fait plusieurs séjours dans des hôpitaux psychiatriques et le dossier constitué par lui sur des détentions semblables avait été publié en France, sous le titre « Une nouvelle maladie mentale en URSS, l'opposition » (Seuil, 1971). Il évoquait neuf cas comparables au sien. L'ouvrage débutait par une « Lettre ouverte » à divers psychiatres d'Occident, plus particulièrement à la Société mondiale de la santé mentale.

Sakharov avait appelé Boukovsky « le symbole de la lutte désintéressée pour les droits de l'homme et le sens de l'humain ». C'est d'ailleurs lui qui, en signalant le « cas Boukovsky », a obtenu finalement la libération de ce biologiste, comme il avait suscité celle du général Grigorenko. Mais le jeune scientifique qui, à l'âge de trente et un ans, avait déjà été condamné à plus de dix ans de privation de liberté, était un mauvais exemple pour les autres détenus. Il fut donc envoyé dans un camp d'Ukraine et isolé dans une forteresse...

Fils d'un fonctionnaire du régime, élevé dans le dogme soviétique, il s'était d'ailleurs déjà signalé, âgé de dix-neuf ans seulement, en stigmatisant en pleine salle de cours à l'université, les « déviations » de la Russie officielle, ce qui lui valut d'être condamné pour « propagande antisoviétique », puis d'être enfermé dans un hôpital psychiatrique. Pourtant, il ne s'est pas découragé. Le général Grigorenko signalait le « visage napoléonien » de Boukovsky et voyait en lui un possible Napoléon national. En fait, ce biologiste devenu dissident restait toujours actif et, avant son départ pour l'Occident, sa prose samizdat se répandait en Union soviétique.

Objet de maintes démarches, notamment d'origine française, il a

finalement été échangé contre le communiste Corvalan, détenu au Chili. Il a publié ses mémoires dans «Et le vent reprend ses tours. Ma vie de dissident» (Robert Laffont, 1978).

Le général Grigorenko, l'ardent défenseur de Panine, a, lui aussi, connu les rigueurs d'un asile psychiatrique. Car, héros de la deuxième guerre mondiale, déchu de son grade pour avoir participé à des manifestations contre le stalinisme renaissant, il aurait suscité, en cas d'accusation, un procès spectaculaire. Mais, avant la libération de son mari, M^{me} Grigorenko avait fait parvenir à l'Ouest des extraits du journal rédigé par son époux détenu. Cet écrit de l'ancien général décrivait comment lui, ancien grand chef militaire et professeur à l'Académie Frounzé, avait été maltraité à l'Institut Serbsky, après avoir été déclaré «irresponsable». Son journal avait été largement diffusé à l'Ouest. Ainsi, le monde libre apprenait comment, revêtu d'une camisole de force, cet ex-général était alimenté de force.

Transféré dans un hôpital de Moscou, victime de trois attaques, il a été finalement libéré, après avoir suscité de nombreuses manifestations de sympathie. Fin 1977, il a été autorisé à subir une intervention aux Etats-Unis, puis privé de sa nationalité soviétique. Il a fait des déclarations à la presse et ses mémoires ont été publiés aux Presses de la Cité, en 1980. Pour lui, l'URSS prépare une attaque contre l'Ouest, peut-être «avant 1981», a-t-il affirmé à un envoyé du «Figaro Magazine».

Amalrik, autre dissident soviétique, est surtout connu pour son ouvrage «L'Union soviétique survivra-t-elle jusqu'en 1984?» (Editions Fayard, 1970).

Privé de sa carrière universitaire à l'âge de vingt-cinq ans pour avoir soutenu des thèses contraires aux idées officielles, il a été successivement ouvrier en bâtiment, cartographe, facteur puis journaliste. Condamné pour «diffamation de l'ordre soviétique», notamment pour avoir écrit à Kouznetsov, parti à l'Ouest, qu'il comprenait parfaitement les raisons qui avaient déterminé ce dernier à quitter l'URSS.

Ayant subi des peines successives, mais finalement libéré, il avait été mis en demeure de choisir entre la Sibérie et Israël. En fait, il a choisi l'Europe libre, où un poste universitaire lui fut offert aux Pays-Bas. Il est devenu l'un des représentants notables de la dissidence soviétique établie à l'extérieur. En contact avec certains chefs occidentaux, il a écrit au dirigeant communiste italien Berlinguer: «Nous, dissidents

soviétiques, vous avons toujours tendu la main, mais vous préférez serrer celle des persécuteurs de l'URSS.» Et, avec des compatriotes, il continua sa lutte pour les droits de l'homme, jusqu'à sa mort accidentelle, en novembre 1980, alors qu'il se rendait à la CSCE à Madrid...

Kouznetsov et *Siniaski* ont librement opté pour l'Ouest et on leur a longtemps reproché, dans les milieux dissidents, d'avoir volontairement quitté leur pays.

Le premier — à ne pas confondre avec son homonyme arrêté alors qu'il tentait de s'emparer d'un avion pour s'enfuir de l'URSS — a rejoint l'Occident en 1969, car il ne jouissait d'aucune liberté en Union soviétique. Contrairement aux dissidents restés malgré tout fidèles au communisme, il conteste nettement ce dernier. Remettant en cause le principe même du socialisme soviétique en tant que doctrine, il voit en Lénine «un des hommes les plus sombres de l'histoire de l'humanité».

Pour son départ, il avait dû avoir recours à un stratagème. N'ayant pu obtenir l'autorisation de quitter l'URSS, il avait imaginé d'accuser Evtouchenko de détenir une imprimerie clandestine destinée à la publication d'écrits séditionnels. Cet acte de «loyalisme» lui a valu le droit de partir. Mais, dès son arrivée en France, il s'empressa de démentir l'accusation non fondée. En outre, il adressa une demande au ministre français de la Justice pour une révision du procès intenté contre le R.P. Chateil, traducteur de son ouvrage «Une étoile dans le brouillard». Car, sur l'ordre de Moscou, Kouznetsov avait dû poursuivre ce dernier, finalement condamné injustement par un tribunal français. Il s'empressa d'ailleurs de présenter ses excuses et explications à ce traducteur.

Les services rendus par Kouznetsov à ses amis d'URSS sont innombrables. Car les déclarations de cet auteur, âgé à peine de quarante ans lors de son arrivée en France, ont paru dans de nombreux journaux : «Sunday Telegraph», «Le Monde», «Die Zeit», «Die Welt» et même le «Reader's Digest». Ainsi, le monde occidental a été informé sur les conditions de vie des intellectuels soviétiques, soumis à une terrible censure...

André Siniavski, autre écrivain ayant pu quitter librement l'URSS pour se rendre en France, où il enseigne en Sorbonne, avait été condamné en 1969 à sept ans de camp de travail. Il avait été reconnu coupable de «propagande antisoviétique», pour avoir publié à l'étran-

ger, sous le pseudonyme d'Abraham Tertz, divers ouvrages, notamment «Le verglas».

Libéré pour bonne conduite, en 1971, il a rédigé ses souvenirs sous le titre «Une voix dans le chœur», ouvrage écrit sans haine et qui a obtenu, en 1974, le Prix du meilleur livre étranger.

Alexandre Galitch, le romancier *Victor Nekrassov* (Prix Staline), exclu du Parti pour avoir défendu Sakharov et Soljénitsyne, ainsi que *Vladimir Maximov* ont, eux aussi, choisi la liberté. Ils ont animé notamment la revue «Continent», l'un des organes de diffusion des opinions des dissidents d'Europe libre, avec une version française (Gallimard).

Leonid Pliouchtch, autre contestataire soviétique résidant en Occident, n'a été longtemps connu que par les protestations de Sakharov, élevées dès 1972. C'est grâce à celles-ci que cet intellectuel a obtenu finalement sa libération. Il était alors détenu comme malade mental dans un asile psychiatrique. En 1975, une manifestation avait été organisée, par le Comité international pour les droits de l'homme, à la Mutualité de Paris, pour réclamer sa liberté. Même le PCF avait admis qu'il y avait eu erreur pour cet intellectuel. «Les autorités soviétiques s'honoreraient en y mettant un terme», a déclaré à l'époque le communiste Andrieux.

La presse française avait alors exposé le cas de ce mathématicien remarquable, ingénieur connu pour ses travaux à l'Institut de cybernétique de l'Académie des sciences d'Ukraine. Révoqué pour avoir critiqué, dans une lettre, le procès intenté aux écrivains Guinzbourg et Galanskov, il n'était plus qu'un ouvrier brocheur.

Devenu membre du Comité des droits de l'homme d'URSS, il a signé une lettre à l'ONU. Arrêté, puis enfermé dans un hôpital psychiatrique, pour «schizophrénie avec troubles paranoïaques», il fut soumis à des traitements dangereux, à l'insuline et à l'halopéridol. Sakharov, averti par M^{me} Pliouchtch, déclarait alors: «Pliouchtch expie l'humanisme et la tolérance qui ont marqué son engagement social, ses efforts pour la vérité et la justice.» Enfin, les démarches du Comité de défense Leonid Pliouchtch aboutirent à la libération du mathématicien. En janvier 1976, encore sous le coup des neuroleptiques, il arriva en France, devant sa liberté retrouvée à de puissantes interventions de savants et du Comité des droits de l'homme...

Dès 1976, il lança un appel pour la libération des milliers de prisonniers soviétiques. Il accusait le régime de Moscou d'être «gangréné et malade», mais il affirmait l'existence de forces saines dans toutes les couches sociales de l'URSS. N'étant nullement «antisoviétique», il prônait la détente Est-Ouest et, avec d'autres dissidents, il a créé une presse libérale soviétique de gauche. Le Parti nouveau organisé par lui est différent de l'orientation d'un Soljénitsyne ou des émigrés d'après 1918. Pliouchtch prône toutefois «la solidarité de tous les dissidents».

La révolte des ouvriers soviétiques

Elle est moins connue que celle des clercs. C'est surtout l'un des leurs, *Vladimir Borissov*, qui l'a annoncée en Occident. Les quatre catégories de contestataires déjà mentionnées ne sont pas les seuls groupes de mécontents du régime. Bien d'autres dissidents de la population de l'URSS, surtout dans les couches profondes de celles-ci, manifestent occasionnellement leur résistance à l'autoritarisme du système.

Borissov parvint à Vienne en juin 1980. Il s'agit-là d'un ouvrier, fondateur de l'association interprofessionnelle libre SMOT. Electricien, âgé de trente-neuf ans lors de son départ d'URSS, militant des droits de l'homme, il a passé plus de neuf ans en hôpital psychiatrique et en prison, pour «crime d'opposition délibérée». Il a connu les grèves dès l'âge de dix-huit ans, chez les dockers du Kamtchatka, payés largement au-dessous du tarif des normes. D'après cet ancien ouvrier, l'opposition n'est donc pas seulement le fait des intellectuels. Toutefois, les grèves fréquentes, organisées en désespoir de cause par les travailleurs soviétiques, sont généralement arrêtées rapidement, après l'intervention des fonctionnaires responsables. Puis, après la fin de ces manifestations, les chefs de celles-ci sont arrêtés avec un certain retard et la presse reste muette sur ces insurrections. Il n'en reste pas moins, explique Borissov, que le mouvement SMOT est appelé à se développer. Il a succédé au syndicat libre, fondé en 1977 par *Vladimir Klebanov*, actuellement détenu en hôpital psychiatrique. Le mouvement nouveau combat pour l'application des taux de salaire fixés et pour la sécurité du travail.

Borissov estime même que de telles organisations sont plus importantes que l'opposition des intellectuels. Malheureusement, dit-il, «les

ouvriers sont moins instruits et savent moins bien utiliser les lois pour se défendre». D'après lui, ils commencent à prendre conscience de leur force quand ils agissent dans le cadre de mouvements importants organisés. Dans ces conditions, le SMOT aura de l'avenir et les autorités devront bien compter avec lui.

*
* *

Il résulte de notre étude que le nombre des dissidents soviétiques est en constante augmentation, aussi bien chez les non-Russes, grâce à un taux des naissances élevé, que parmi les intellectuels, chez qui l'éducation communiste officielle ne résiste pas toujours à la culture et à une meilleure information. Même dans les milieux ouvriers, mieux éclairés, la contestation se situe de plus en plus dans des organisations, tel le SMOT, qui facilitent leurs actions de masse, surtout les grèves.

Il faut signaler aussi l'efficacité des dissidents extérieurs, bien groupés dans des mouvements capables d'exercer parfois une pression sur les responsables de Moscou, incités ainsi à libérer certaines de leurs victimes détenues. En outre, l'exemple polonais sera efficace.

Mais il serait faux de dire que le régime est sur le point de s'effondrer. On peut seulement s'interroger sur sa survie à longue échéance. Car l'URSS ne connaîtra que cette alternative: *ou bien elle parviendra à maintenir la dictature du Parti, appuyée sur la plus forte armée du monde, ou bien elle s'écroulera*. Mais il y a le précédent de la Russie des tsars qui, pendant des siècles, a pu mener une incessante colonisation intérieure sur les populations allogènes, contenues par une constante action militaire...

Or, que vaut l'armée soviétique? il y a quelques années, la mutinerie du «Storojévoy» a jeté un doute sur sa fidélité. Et que serait-il arrivé si les marins soulevés avaient trouvé dans le port étranger abordé l'accueil et la liberté attendus? Tout récemment, en raison des désertions intervenues en Afghanistan, les troupes en cause ont bien été relevées. Mais quelle pourra être l'attitude d'un sujet balte ou d'un Allemand de la Volga devant les «rebelles» afghans, à qui rien ne les oppose formellement?

Certes, en temps normal, les cadres militaires soviétiques — dont

80% sont du Parti — pourront maintenir dans leur armée une parfaite discipline, grâce aux lois en vigueur. Quel serait le loyalisme de leurs hommes en cas de conflit ?

Cette question sera notre conclusion. Mais, comme le signalait le général Haig avant son départ de l'OTAN, les «difficultés intérieures» de l'URSS pourraient bien inciter les maîtres du Kremlin à une «fuite en avant», donc à une troisième guerre mondiale. Et c'est bien là, pour l'Occident, l'une des grandes menaces du moment...

F. Th. S.

Les erreurs intellectuelles et les troubles politiques s'engendrent dans la demi-connaissance des choses.

MONTAIGNE